

HAMELIN, Jean, *Histoire de l'Université Laval. Les péripéties d'une idée* (Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, 1995), 341 p.

Lucia Ferretti

Volume 49, numéro 4, printemps 1996

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/305470ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/305470ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)

1492-1383 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Ferretti, L. (1996). Compte rendu de [HAMELIN, Jean, *Histoire de l'Université Laval. Les péripéties d'une idée* (Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, 1995), 341 p.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 49(4), 576–579.
<https://doi.org/10.7202/305470ar>

HAMELIN, Jean, *Histoire de l'Université Laval. Les péripéties d'une idée* (Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, 1995), 341 p.

Ce livre est né d'une commande et s'inscrit dans un projet plus vaste de développement de la mémoire institutionnelle de l'Université Laval. Mais comme l'on pouvait s'y attendre, avec Hamelin, l'ouvrage ne ressemble en rien à ce qu'on a communément en tête lorsqu'on pense histoire institutionnelle.

Désenchanté, Hamelin ne reconnaît plus l'université dans l'Université Laval, et il s'en inquiète. L'université s'est constituée au Moyen-Âge comme une collectivité autonome de maîtres et d'étudiants se consacrant librement à développer la science et à porter un regard critique sur la société et sur les savoirs eux-mêmes. Or l'historien ne retrouve plus grand-chose de cette idée ni de cet idéal dans l'organisation universitaire contemporaine. À Laval comme ailleurs, on s'empresse désormais de mettre le patrimoine et le potentiel scientifiques presque exclusivement au service des milieux externes, notamment du monde des affaires, et l'on accepte de plus en plus volontiers de laisser définir par eux les finalités de l'université. Les gestionnaires, dit Hamelin d'autre part, se comportent parfois comme s'ils étaient l'université à eux seuls, et dépouillent étudiants et professeurs des pouvoirs nécessaires à la vie académique. Comment l'université peut-elle au cours du temps évoluer à ce point? Et surtout quelle idée Laval s'est-elle faite d'elle-même aux différentes époques de son histoire? C'est à ces questions qu'Hamelin veut répondre.

Le Québec n'est pas la France ou l'Italie. Laval ne pourra être ni la Sorbonne ni Bologne. Une société pauvre et menacée comme la société

canadienne-française ne peut se permettre le luxe d'entretenir une institution redevable seulement envers elle-même. Même lorsqu'elle s'est voulue tour d'ivoire ou lorsqu'on l'a accusée d'être telle, Laval a donc toujours été très sensible, voire perméable, aux pressions de la société et de l'État. Hamelin est ainsi conduit à distinguer trois grandes périodes dans l'histoire de l'Université: jusqu'au début du XX^e siècle, en gros durant son premier cinquantenaire, Laval aurait été un «agent de conservation d'une société et d'une chrétienté rurales»; puis «elle s'est efforcée de répondre aux besoins d'une société industrielle, urbaine et libérale» et enfin, depuis l'après-deuxième-guerre, de battre «le rythme de l'État-providence et d'une société séculière et entrepreneuriale».

Dans le contexte de la minorisation politique des Canadiens français sous l'Union et des tentatives déclarées d'assimilation dont ils sont l'objet, Laval est fondée en 1852 par le Séminaire de Québec avec la mission primordiale de transmettre l'héritage culturel catholique et français aux jeunes gens qui formeront la relève des professions libérales et l'élite du clergé. Les querelles d'une âpreté sans nom au sein de l'Église, entre les clergés montréalais et québécois ou entre les Jésuites et les Sulpiciens; les querelles aussi entre les «facultés» laïques de Montréal et de Québec ne réussirent pas, en cinquante ans, à modifier cette mission de l'Université Laval. Non plus que les réclamations de l'Institut canadien de Montréal d'un meilleur enseignement des sciences appliquées ni l'exemple précoce de McGill qui avec le concours de l'entreprise privée et celui de l'État crée, dès la fin des années 1860, une École de génie civil et de génie minier. L'Église ne veut pas encore de l'argent du gouvernement dans l'éducation.

Malgré tout, les temps changent. Et Laval aussi. Pauvre en hommes et en argent, le Séminaire se rend bien compte qu'il ne peut plus subvenir seul au soutien de l'Université. Au début du siècle, puis surtout après la Première Guerre, il accepte plus volontiers les subsides gouvernementaux pour l'établissement des chaires et des écoles qui dispensent l'enseignement supérieur professionnel. En 1920, par ailleurs, est lancée avec grand succès la première campagne de souscription publique. Et si certains au Séminaire s'inquiètent de ce que l'Université glisse vers un enseignement trop utilitaire, ils se réjouissent aussi que l'argent leur permette enfin d'asseoir une formation supérieure en lettres, en sciences et en philosophie. Les préoccupations de l'Université ne cessent d'ailleurs de s'élargir, débordent bientôt sur la recherche, d'abord à l'École de chimie et à la faculté de Médecine, puis à la faculté des Lettres avec la création en 1944 de la chaire de Folklore. Période contrastée, donc, que ces années 1900-1950. Laval y affirme tout ensemble la primauté des sciences sacrées, sa volonté d'être «un laboratoire spirituel», et son ouverture à la formation professionnelle et à la recherche. Tout en tenant mordicus à garder la main haute sur les orientations de l'Université, le Séminaire accepte la contribution du gouvernement, sollicite la générosité du public et soumet les programmes professionnels à l'accréditation par les corporations. Et tandis que les statuts confirment l'emprise de Rome sur l'Université, ses facultés scientifiques suivent le modèle nord-américain et ses facultés humanistes sur celui de la Sorbone.

S'ouvre alors ce que Hamelin considère comme la plus belle période dans l'histoire de Laval: en gros, les années 1950 et 1960.

Le passage de l'université pontificale à l'université laïcisée n'y est pour rien. Dès avant la Révolution tranquille, Laval est une institution «moderne». C'est l'époque où la vision de l'université et des universitaires que proposent les professeurs est acceptée par la société québécoise. Autonomie administrative, liberté académique sont les deux principes et privilèges qui fondent l'enseignement supérieur, la recherche libre, l'expertise sur des questions d'intérêt général et l'engagement social. Jamais diplômés et professeurs, surtout ceux des sciences sociales, n'ont autant influencé les gouvernements et la société, alors que l'appareil d'État est en «révolution» et le Québec en rénovation. Nouveau campus, ouverture massive aux premières cohortes du baby-boom, déconcessionnalisation, expansion tous azimuts favorisée par les généreuses subventions fédérales et provinciales, valorisation du statut des professeurs et du prestige de l'institution universitaire: en un mot, l'abondance.

Puis, c'est le retour du balancier. Le gouvernement exige des comptes plus serrés, les entreprises font parfois rimer souscriptions et arrogance. À l'interne, la transformation de l'institution en organisation engendre le contrôle technocratique, la multiplication des rapports et des mémoires de toutes sortes, l'affirmation des «droits» de chacun des groupes qui la composent. À force, par ailleurs, d'accepter les mandats les plus divers, l'université perd le sens de sa mission. Dès la fin des années 1970, les compressions budgétaires imposées par Québec provoquent la course à d'autres sources de revenus, qui accentuent la soumission de l'Université à des impératifs de vente de formation et d'expertise.

Le livre de Hamelin est beaucoup plus riche que ce qu'en peut livrer un bref compte rendu. Le plus admirable, c'est la démonstration qu'il fait du métier de son auteur. Hamelin a su saisir l'Université Laval à bras-le corps, son immensité, sa longévité, les mondes divers qui l'habitent et la font, la société qui bute sur elle ou la traverse. Il a su faire de tout cela la matière d'un récit agréable à lire, satisfaisant pour l'esprit, ordonné, panoramique et détaillé à la fois, complexe, nuancé. Les trois parties principales de l'ouvrage, centrées sur l'évolution de l'Université en référence au contexte externe, sont entrecoupées de pauses, davantage tournées vers sa vie proprement académique, sauf la dernière (Laval 1994) dont André Desmartis a voulu faire un feuillet publicitaire. Hamelin s'attache aussi aux personnes, à l'influence spécifique d'un Stanislas Lortie, d'un Camille Roy, d'un Marcel Risi, d'un Georges-Henri Lévesque par exemple sur le destin et la couleur de Laval.

Deux remarques malgré tout. D'abord, pourquoi ce portrait forcé de M^{gr} Bourget? Quand «les gens de Québec» intégreront-ils enfin un peu de ce qui semble être une interprétation plus montréalaise de l'ultramontanisme et de son influence pas uniquement négative sur le destin de la société canadienne-française? Sur l'époque contemporaine, par ailleurs, Hamelin aurait pu aller plus loin, me semble-t-il. Si l'idée d'université et le métier de professeur sont aujourd'hui «dénaturés» (p. 278-279), Hamelin en impute en

effet la responsabilité essentiellement aux administrations; dans mon histoire de l'Université du Québec, j'y ai vu pour ma part plutôt l'œuvre d'une époque: la société québécoise n'a plus beaucoup de considération pour le travail proprement intellectuel. Et les universitaires, professeurs et cadres confondus, ne lui ont peut-être pas fourni depuis vingt-cinq ou trente ans tant de motifs de les admirer, en piétinant souvent eux-mêmes le désintéressement, la sobriété et la modestie qu'exigent l'avancement libre de la connaissance et sa transmission.

Bref, un beau livre qui s'adresse à tout lecteur cultivé, désireux de mieux comprendre l'évolution d'une institution majeure de notre société.

*Vice-rectorat à l'enseignement et à la recherche
Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue*

LUCIA FERRETTI